

[Text]

co-operation of our processing houses with our retailers and through supply management, we have managed to keep the storage stocks of our processors as a whole less than one pound per person except for the period immediately before Christmas when you must build a stock. I think this is good management, but while we have achieved this here, we are still subject to the dropping off of prices that have been subjected to this importation which is destroying our prices. Therefore, when the price gets out of line with the cost of production in a country which exports into Canada, then a quantitative limit must be put on the imports.

Mr. Gleave: I have a second question, Mr. Chairman, again in this same area with the emphasis on supply management. Does the B.C. Federation of Agriculture favour the Wheat Board being the responsible agent to establish price and quota for feed grains within the Province of British Columbia?

The Chairman: To whom is your question directed?

Mr. Gleave: Whoever wishes to answer it from the British Columbia Federation of Agriculture.

A Witness: Mr. Currie would you like to answer that question, please?

Mr. Currie: Mr. Chairman, I believe the question asked by Mr. Gleave was, do we favour the grain that is produced in the Province of British Columbia coming under the sole jurisdiction of the Wheat Board and that we, as consumers, would buy it through the Wheat Board?

Mr. Gleave: I did not necessarily say you would buy it through the Wheat Board. I asked if you are in favour of the Canadian Wheat Board administering the price—this would follow quota in terms of supply management—and quota in regard to feed grains within the province?

Mr. Currie: No, I am not.

Mr. Gleave: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Gleave and thank you, Mr. Currie. I recognize Mr. Dumont.

M. Dumont: Merci, monsieur le président. Permettez-moi d'abord de souligner que

[Interpretation]

laboration établie entre nos centres de traitement et nos détaillants, ainsi qu'au contrôle de la production, nous avons réussi dans l'ensemble à maintenir les stocks des centres de transformation à moins d'une livre par personne, sauf pour la période qui précède immédiatement Noël où il nous faut avoir un stock plus élevé. Je pense que c'est là une excellente administration, mais, alors que nous sommes parvenus, nous sommes toujours soumis à la chute des prix qui a été assujettie à l'importation qui détruit nos prix. Lorsque le prix n'est plus conforme au coût de production dans un pays qui exporte au Canada, alors il nous faut établir une limite sur les importations.

M. Gleave: J'ai une deuxième question à poser, monsieur le président. Une fois de plus, dans ce même secteur, j'aimerais insister sur le contrôle de la production. La Fédération de l'agriculture de la Colombie-Britannique est plutôt favorable au fait que la Commission du blé soit l'agent chargé d'établir les prix et les contingentements pour des grains de provende en Colombie-Britannique.

Le président: A qui posez-vous la question?

M. Gleave: Au témoin qui désire y répondre et qui représente la Fédération de l'agriculture de la Colombie-Britannique.

Un témoin: Aimerez-vous répondre à cette question; monsieur Currie.

M. Currie: Monsieur le président, je pense, que monsieur Gleave demandait si nous sommes en faveur pour que le blé produit dans la province relève de la seule compétence de la Commission du blé et que les consommateurs l'achèteraient par l'entremise de la Commission.

M. Gleave: Non, pas nécessairement que vous l'achetiez pas l'entremise de la Commission. J'ai demandé si vous êtes en faveur pour que la Commission canadienne du blé établisse le prix, cela entraînerait des contingentements de la production; et les contingentements des grains de provende dans la province.

M. Currie: Non.

M. Gleave: Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Gleave, merci beaucoup, monsieur Currie. Je cède maintenant la parole à monsieur Dumont.

Mr. Dumont: Thank you, Mr. Chairman. First of all may I point out that I truly